



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 22468

Numéro SIREN : 789 797 099

Nom ou dénomination : MANIVALI

Ce dépôt a été enregistré le 12/10/2016 sous le numéro de dépôt 100625



1610073803

DATE DEPOT : 2016-10-12

NUMERO DE DEPOT : 2016R100625

N° GESTION : 2016B22468

N° SIREN : 789797099

DENOMINATION : MANIVALI

ADRESSE : 6/8 rue Faidherbe 75011 Paris

DATE D'ACTE : 2016/06/30

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE MIXTE

NATURE D'ACTE : CHANGEMENT DE FORME JURIDIQUE
NOMINATION DE PRESIDE
NOMINATION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET S

Enregistré à : SIE PARIS 11 ESTE MARGUERITE

Le 05/10/2016 Bوردreau n°2016/425 Case n°1

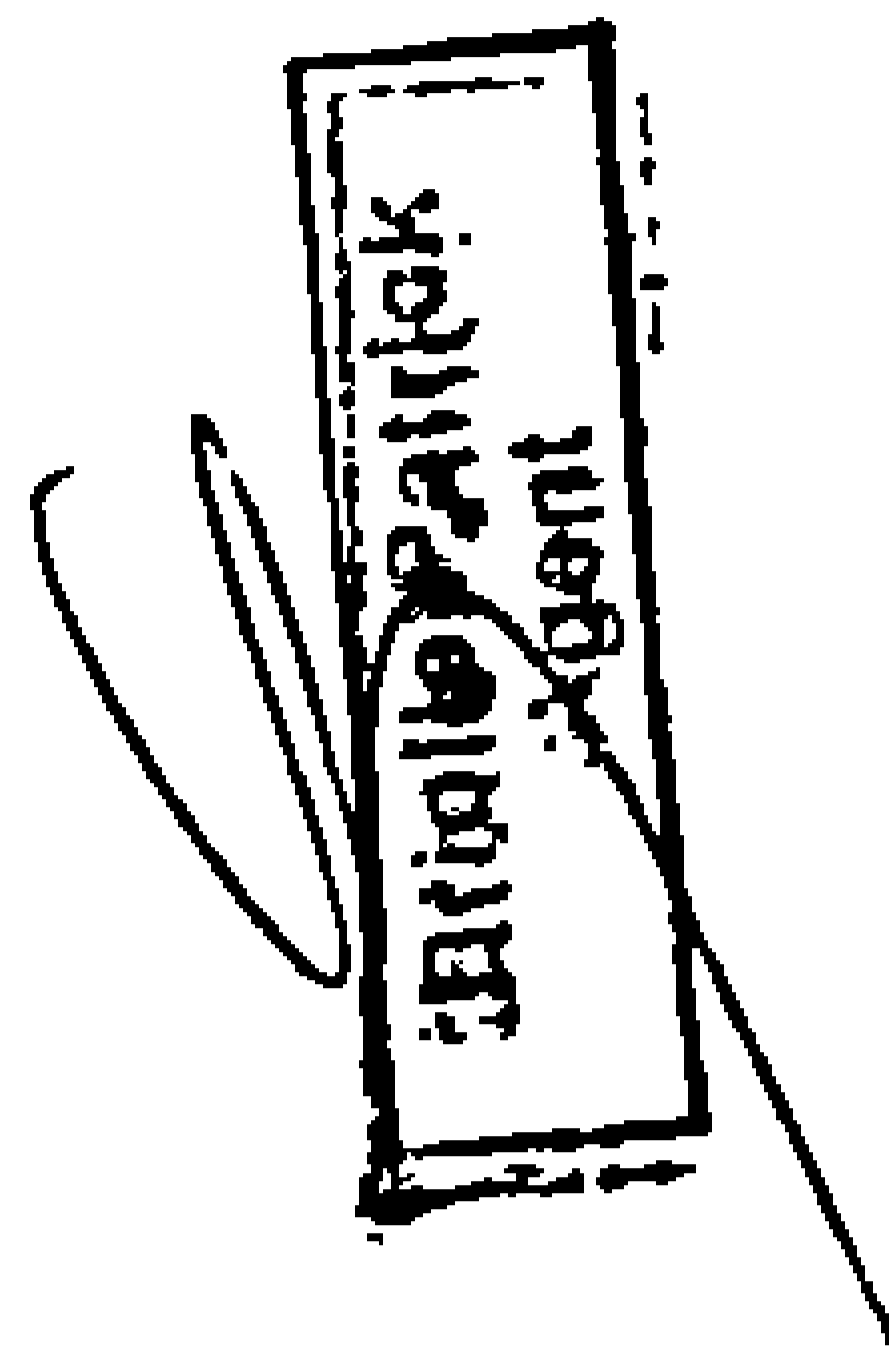
Enregistrement : 125 €

Fénelités : 15 €

Total liquidé : cent quarante euros

Montant reçu : cent quarante euros

L'Argent des impôts



MANIVALI

SOCIETE CIVILE

AU CAPITAL DE 950.000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 6/8 RUE FAIDHERBE

75011 PARIS

RCS 789 797 099 PARIS

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
EN DATE DU 30 JUIN 2016

Le 30 juin 2016, les associés de la société se sont réunis au siège social en Assemblée Générale Mixte sur convocation de la Gérance.

SONT PRESENTS :

- Monsieur Patrick LAUR,
propriétaire de 949.999 parts

- Madame Manon LAUR,
propriétaire de 1 part

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL 950.000 parts

Les associés présents, représentant la totalité des parts sociales, reconnaissent avoir été régulièrement convoqués et informés de l'ordre du jour de la présente réunion ; ils déclarent en outre que l'Assemblée a été régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Patrick LAUR, cogérant.

Le cogérant dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- * l'inventaire de l'actif et du passif et le bilan de la Société au 31 décembre 2015 ;
- * le compte de résultat et l'annexe relatifs au même exercice ;
- * le texte des résolutions proposées par la Gérance ;
- * le rapport de la Gérance ;
- * et généralement, tous les documents prescrits par les articles L. 223-26 du Code de Commerce et 36 du décret du 23 mars 1967.

L.M.
T.L.

Le cogérant déclare ensuite que, conformément à la législation en vigueur, tous les documents prescrits ont été communiqués ou tenus à la disposition de tous les intéressés dans les délais impartis préalablement à la présente réunion, ce qui est reconnu exact par chacun des membres de l'assemblée.

Le Gérant donne ensuite lecture de l'ordre du jour de la présente assemblée qui est le suivant:

ORDRE DU JOUR ORDINAIRE

- Rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2015,
- Approbation des comptes et quitus aux cogérants,
- Affectation des résultats,
- Questions diverses.

ORDRE DU JOUR EXTRAORDINAIRE

- Rapport du commissaire aux comptes sur la transformation de la société en société par actions simplifiée ;
- Transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée ;
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme ;
- Désignation des mandataires sociaux ;
- Désignation des commissaires aux comptes ;
- Pouvoirs en vue des formalités ;
- Questions diverses.

Puis il donne lecture du rapport de la gérance.

Cette lecture étant terminée, le cogérant donne la parole aux Associés qui ont des observations à formuler ou des explications à demander.

Après échange de diverses explications et personne ne demandant plus la parole, le cogérant met aux voix les résolutions suivantes présentées par la Gérance conformément à l'ordre du jour de l'assemblée :

AU TITRE DE L'AGO

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance, les explications complémentaires fournies par le cogérant, approuve les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un bénéfice de 18.472,12 euros.

Elle approuve, en outre, toutes les opérations et mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans le rapport de la Gérance.

L'Assemblée Générale donne quitus aux cogérants pour leur gestion au titre de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L.N.
9/12

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition faite par la Gérance décide que le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 18.472,12 euros sera affecté au poste « report à nouveau ».

L'Assemblée Générale, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code Général des impôts précise qu'il n'a été distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

AU TITRE DE L'AGE

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale extraordinaire des associés, sur proposition de la gérance et après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance sur les motifs, les modalités et les conséquences de la transformation, ainsi que du rapport unique de la société LM AUDIT, commissaire à la transformation, sur la situation de la société, l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, considérant que les conditions légales de validité de sa décision sont réunies, approuve expressément l'évaluation des biens et des avantages particuliers effectuée par la société LM AUDIT, et décide de transformer la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité. ✓

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède et connaissance prise du projet de statuts de la société sous sa forme nouvelle de société par actions simplifiée, adopte lesdits statuts, dont le texte demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité. ✓

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de nommer, pour une durée illimitée, en qualité de Président :

Monsieur Patrick LAUR, né le 31 mai 1964 à Albi (Tarn), demeurant 6/8 rue Faidherbe à Paris (75011).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité. ✓

Monsieur Patrick LAUR déclare accepter ces fonctions.

L.M.
11.2

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale désigne en qualité de :

- commissaire aux comptes titulaire : la société à responsabilité limitée LM AUDIT, ayant son siège social 242 ter rue du Faubourg Saint Antoine à Paris (75012), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 434 015 335 Paris,

- commissaire aux comptes suppléant : la société par actions simplifiée DESTRUEL BERNADET SAS, ayant son siège social 38 bis rue des Entrepreneurs à Paris (75015), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 318 547 221 Paris,

Ces commissaires aux comptes exerceront leurs fonctions pendant six exercices.

Les fonctions des commissaires aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Les sociétés LM AUDIT et DESTRUEL BERNADET SAS, ont déclaré que, aucune incompatibilité ou interdiction ne les empêchant, ils acceptaient les fonctions de commissaires aux comptes qui leur sont ainsi conférées.

SEPTIEME RESOLUTION

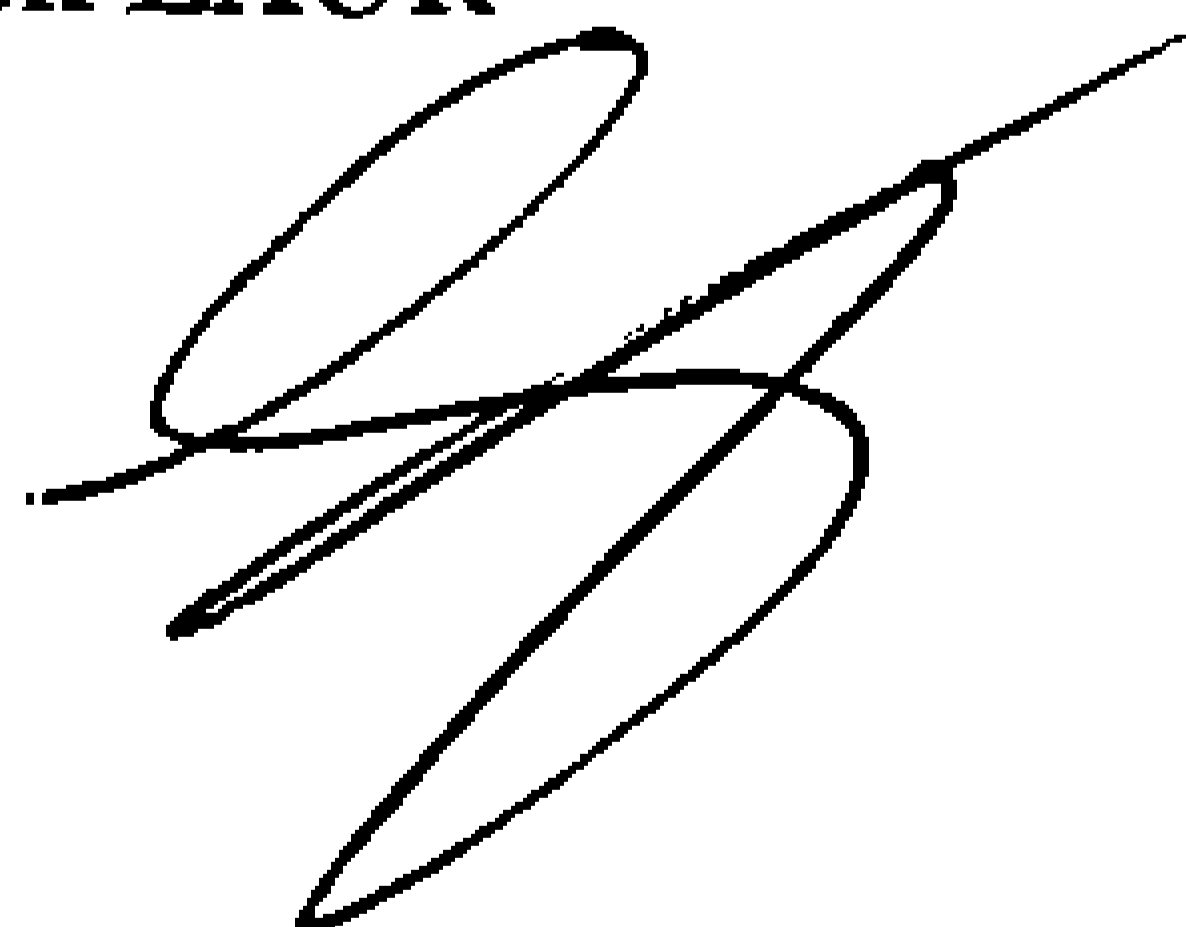
L'assemblée générale donne tout pouvoir au porteur d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

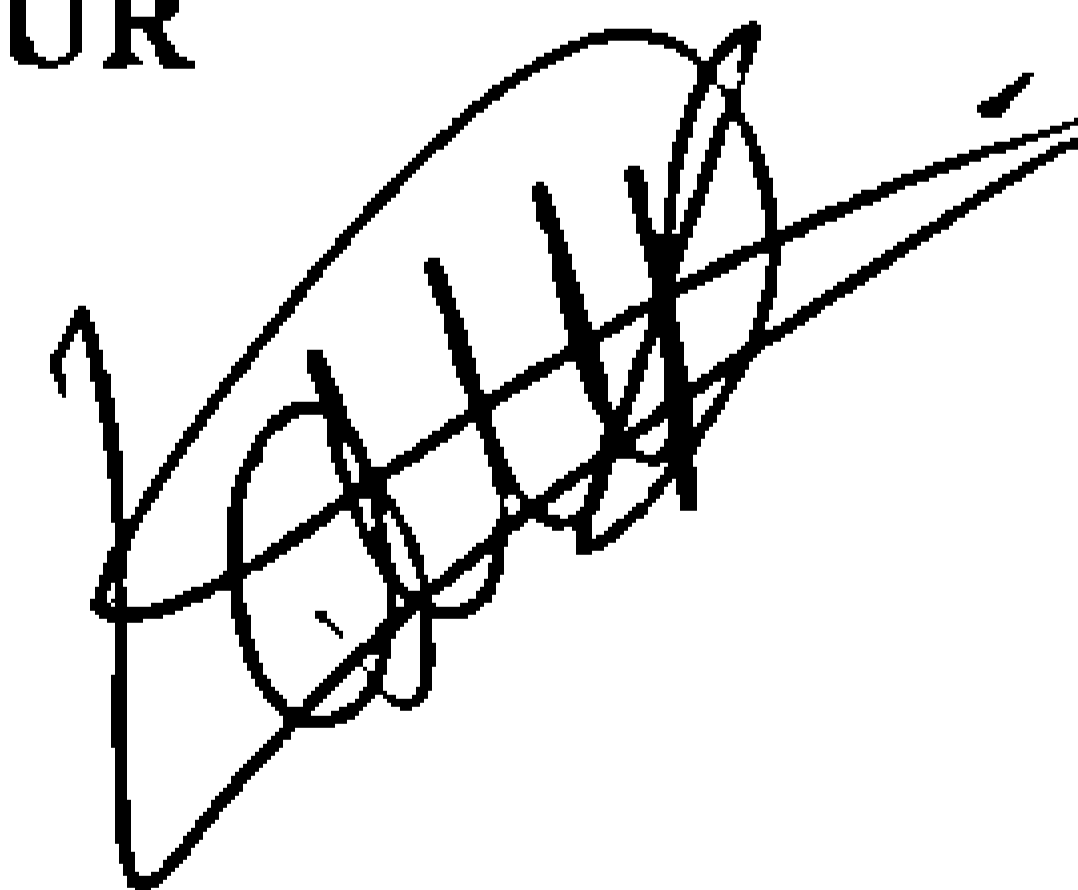
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal lequel, après lecture, a été signé par les associés et cogérants.

Patrick LAUR



Manon LAUR





1610073802

DATE DEPOT : 2016-10-12
NUMERO DE DEPOT : 2016R100625
N° GESTION : 2016B22468
N° SIREN : 789797099
DENOMINATION : MANIVALI
ADRESSE : 6/8 rue Faidherbe 75011 Paris
DATE D'ACTE : 2016/06/13
TYPE D'ACTE : RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
NATURE D'ACTE :

Cabinet L M Audit

MARC LEVY

*Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes*

greffe

MANIVALI

Société Civile au capital de 950 000 Euros

**6/8, rue Faidherbe
75011 PARIS**

787 797 099 RCS PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE
EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

Article L.224-3 du Code de commerce

*Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris, Ile-de-France
Commissaire aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris*

**242 TER, RUE DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE - 75012 PARIS
TÉL. : 01 43 48 99 60 - FAX : 01 43 48 22 70 - E-MAIL : LM.AUDIT@WANADOO.FR**

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 8000 € - N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 79 434 015 335

SIRET 434 015 335 00012 - 434 015 335 RCS PARIS - CODE APE 6920Z

MANIVALI
Société Civile au capital de 950 000 Euros

6/8, rue Faidherbe
75011 PARIS

787 797 099 RCS PARIS

Madame, Monsieur les Associés,

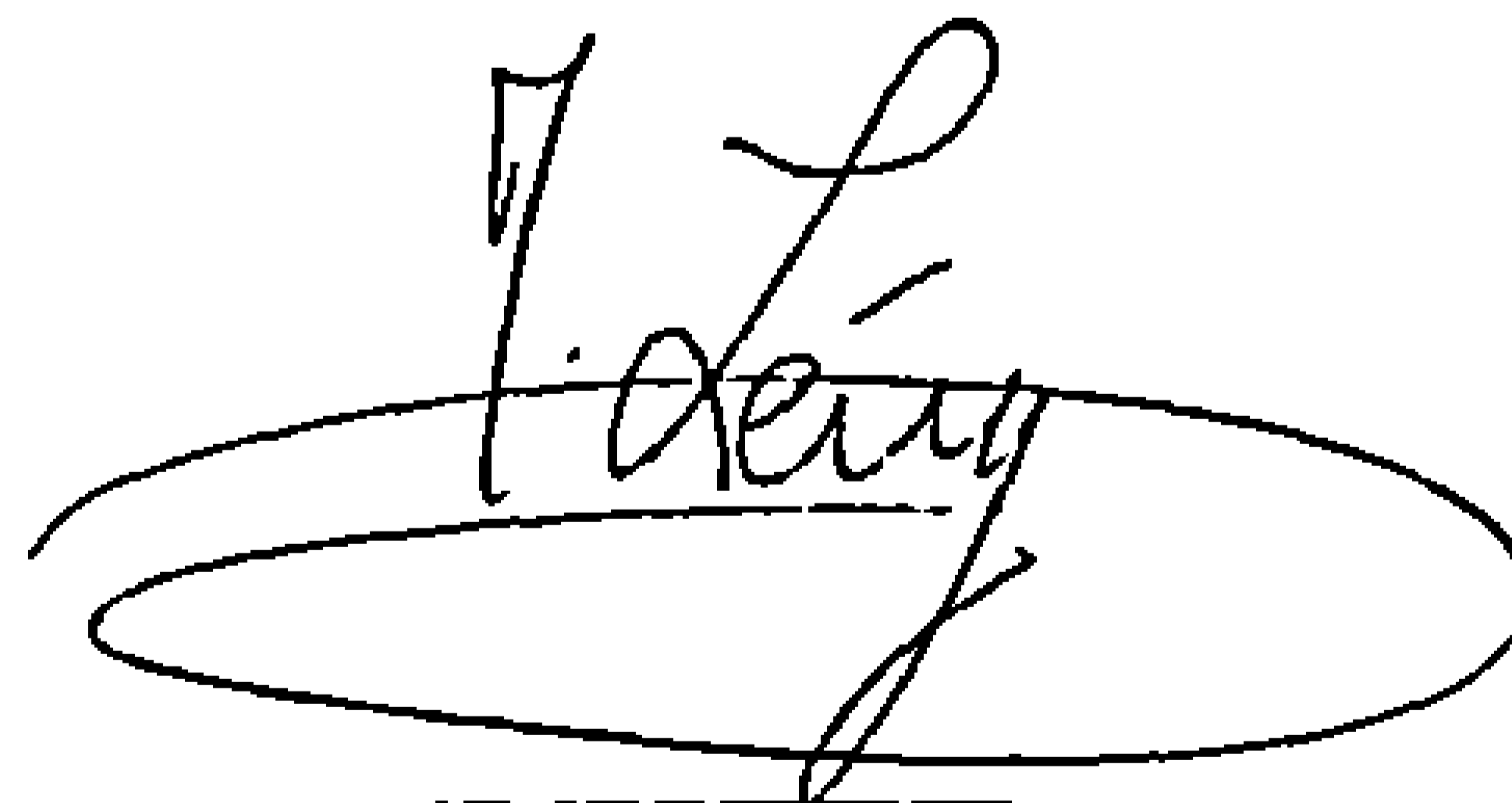
En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision unanime des Associés en date du 10 juin 2016, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur la transformation de votre Société en Société par Actions Simplifiée sur laquelle vous êtes conduits à vous prononcer.

Cette transformation est soumise à l'article L.224-3 du Code de commerce qui prévoit notamment que le Commissaire aux Comptes à la Transformation est chargé d'apprécier sous sa responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers au profit d'associés ou de tiers et, d'autre part, aux dispositions de l'article R.224-3 du Code de commerce attestant que le montant des capitaux propres de la Société est au moins égal au montant du capital social.

Nous avons effectué notre mission conformément aux normes professionnelles applicables en France, eu égard aux obligations légales. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à contrôler les éléments constitutifs du patrimoine de la Société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation, à analyser les avantages particuliers stipulés et à vérifier que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Compte tenu des diligences effectuées, nous sommes en mesure d'attester que le montant des Capitaux Propres est au moins égal à celui du Capital Social et que rien ne s'oppose à la transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée.

Fait à Paris, le 13 juin 2016.



LM AUDIT

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie de Paris

Représentée par son Gérant, Monsieur Marc LEVY



1610073801

DATE DEPOT :	2016-10-12
NUMERO DE DEPOT :	2016R100625
N° GESTION :	2016B22468
N° SIREN :	789797099
DENOMINATION :	MANIVALI
ADRESSE :	6/8 rue Faidherbe 75011 Paris
DATE D'ACTE :	2016/06/10
TYPE D'ACTE :	DECISION DES ASSOCIES
NATURE D'ACTE :	NOMINATION DE COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

203 22463

Dc 20-6-16
MS

Grefte du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
12 OCT. 2016
Sous le N° : 200625

MANIVALI

SOCIETE CIVILE

AU CAPITAL DE 950.000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 6/8 RUE FAIDHERBE

75011 PARIS

RCS 789 797 099 PARIS

Ri 23-6-16

PH 30-6-16

CG-0W-0C

OG

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Patrick LAUR,
propriétaire de

949.999 parts

- Madame Manon LAUR,
propriétaire de

1 part

Seuls associés de la société MANIVALI, société civile au capital de 950.000 euros, ayant son siège social 6/8 rue Faidherbe à Paris (75011), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 789 797 099 Paris, ont convenu ce qui suit :

La société MANIVALI envisage sa transformation en société par actions simplifiée.

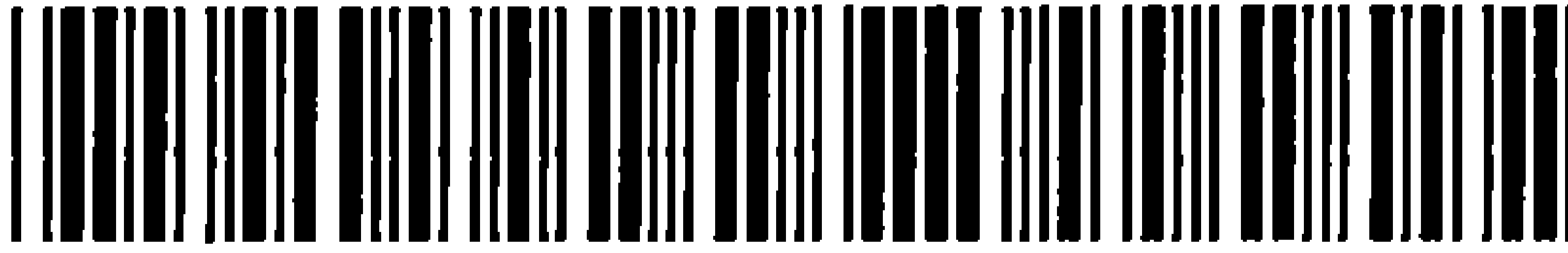
Aussi, en application de l'article L224-3 du code de commerce, la société LM AUDIT, représentée par son Gérant Monsieur Marc LEVY, est désignée à l'unanimité en qualité de commissaire à la transformation. Il est chargé d'apprécier sous sa responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers pouvant exister au profit de tiers ou d'associés.

Il est aussi chargé de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné à l'article L223-43, alinéa 3 du Code de commerce.

La société LM AUDIT ne rédigera donc qu'un seul rapport sur lequel statueront les associés.

Fait à Paris,
Le 10 juin 2016





1610073804

DATE DEPOT : 2016-10-12
NUMERO DE DEPOT : 2016R100625
N° GESTION : 2016B22468
N° SIREN : 789797099
DENOMINATION : MANIVALI
ADRESSE : 6/8 rue Faidherbe 75011 Paris
DATE D'ACTE : 2016/06/30
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :

203 22667

MANIVALI

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 950.000 EUROS

SIEGE SOCIAL : 6/8 RUE FAIDHERBE

75011 PARIS

R.C.S. 789 797 099 PARIS

**Greffe du tribunal
de commerce de Paris**
Acte déposé le :

12 OCT. 2016

Sous le N° : 200675



STATUTS

A JOUR AU 30 JUIN 2016



2.17.

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La Société MANIVALI a été constituée sous la forme de Société Civile.

Suivant Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 30 juin 2016, la société a été transformée en Société Par Actions Simplifiée. -

La société est une société par actions simplifiée. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et en tous pays :

La société a pour objet :

- l'acquisition, l'administration, la gestion et la vente de toute participation financière ou de tout bien immobilier,
- la prise de participation, droits et intérêts, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les entreprises, sociétés ou groupements ; la gestion, l'exploitation, l'aliénation de ces participations, droits et intérêts ;
- et, généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, à ce qui précède ou susceptible de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« MANIVALI »

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 6/8 rue Faidherbe - 75011 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des actionnaires.

2017

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ; sauf les cas de dissolution ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

1/ En numéraire

Mademoiselle Manon LAUR fait un apport en numéraire de 1 euro.

Monsieur Patrick LAUR fait un apport en numéraire de 17.216 euros qui n'est pas libéré.

2/ En nature

Les parts sociales de la société MARPA HOLDING

- Monsieur Patrick LAUR apporte en pleine propriété 4.268 parts sociales de la société MARPA HOLDING évaluées à 932.783 €.

La société MARPA HOLDING est une société civile au capital de € 853.600 réparti en 8.536 parts sociales. Elle a son siège social à 75011 PARIS, 3 rue du Dahomey et est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 488 382 805 Paris.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (950.000 €). Il est divisé en NEUF CENT CINQUANTE MILLE (950.000) actions de 1 euro de valeur nominale chacune.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 17 ci-après.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en comptes « nominatifs purs » ou « nominatifs administrés » selon les modalités prévues par le « cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM » approuvé par la direction du Trésor.

ARTICLE 10 - CESSIION DES ACTIONS

1. Agrément - Préemption

Toutes cessions d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément et ouvre un droit de préemption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en

L.P.

société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée en assemblée générale extraordinaire.

Le cédant notifie au président et à chacun des actionnaires le projet de cession, par lettre recommandée AR, indiquant l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale la dénomination sociale, la forme, le montant du capital, le siège et le RCS du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au président, au plus tard dans les trente jours de la notification émanant du cédant, en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de trente jours ci-dessus, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des actionnaires n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire d'un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

A défaut d'exercice de leurs droits de préemption par les titulaires ci-dessus, et dans les délais prévus, la cession projetée peut être réalisée mais seulement aux prix et conditions contenus dans la notification visée ci-dessus, le non exercice du droit de préemption valant agrément du cessionnaire.

2. Modalités du prix de cession

Le prix est fixé par accord entre les parties ou à défaut déterminé dans les conditions prévues par l'article 1843.4 du Code Civil.

3. Sanctions

Il ne pourra être procédé au virement des actions du compte du cédant au compte du cessionnaire qu'après justification par le cédant du respect de la procédure de préemption.

Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle. En outre, l'actionnaire cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai de deux mois à compter de la révélation à la société de l'infraction, et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ladite cession.

4. Pacte d'associés

En cas de manquement à son obligation de s'abstenir de tout acte susceptible de nuire à la société ou de mésentente constatée par l'assemblée, l'associé aura l'obligation de céder sans délai la totalité de ses actions à la personne désignée par l'assemblée. A défaut d'accord sur le prix de

cession, celui-ci sera déterminé à dire d'expert dans les conditions prévues aux conditions prévues aux articles 1592 et 1843-4 du code civil.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1./ Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2./ Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3./ Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4./ Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis à vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5./ Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 - PRESIDENT

1./ La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions du président est illimitée.

2./ Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 13 - DIRECTEUR GENERAL

Sur la proposition du président, les actionnaires, en assemblée générale ordinaire, peuvent nommer un directeur général, personne physique.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminés par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des actionnaires.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

La durée des fonctions du directeur général est illimitée.

ARTICLE 14 - REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

1./ Le président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2./ Les interdictions prévues à l'article L. 225.43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

ARTICLE 16 - DECISIONS DES ACTIONNAIRES

1./ Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, etc... - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2./ Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux

1.7

comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que l'exclusion d'un associé.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant 51 % du capital social.

- 3./ L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Elle est réunie au siège social.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

- 4./ En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de huit jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de huit jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

- 5./ Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

ARTICLE 17 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société et l'agrément de toute cession d'actions.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité de 75 % des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 18 - DECISIONS ORDINAIRES

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

L.P.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1^{er} décembre et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 21 - RESULTATS SOCIAUX

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

ARTICLE 22 - CONTROLE DES COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle, conformément à la loi.

ARTICLE 23 - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du Nouveau Code de Commerce et aux décrets pris pour son application.

Le *boni* de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.



C. N.